



33^e année

Al-watwan

LE PREMIER JOURNAL DES COMORES.

n° 3319 du jeudi 07 Decembre 2017
Directeur de la publication : Ahmed Ali Amir

Assises nationales

Azali Assoumani poursuit sa campagne de sensibilisation à Mwali

Le chef de l'Etat s'est rendu à Mwali hier. Accompagné d'une forte délégation, Azali Assoumani y est allé pour défendre les assises nationales prochaines. C'est à Fomboni qu'a eu lieu le meeting de sensibilisation devant un parterre de personnalités dont les gouverneurs de Mwali et Ngazidja respectivement Mohamed Saïd Fazul et Hassani Hamadi. Le locataire de Mdrodju a convié le gouverneur Fazul et les vice-présidents à s'entretenir avec Abdou Salami Abdou pour, dit-il, prendre "le train en marche". Le porte-parole du Comité de pilotage des assises nationales, Saïd Mohamed Sagaf a lui aussi pris la parole. Il a expliqué la genèse de ce combat, né il y a un peu plus de deux ans et porté d'abord par le Mouvement du 11 août, avec à sa tête, l'ancien ministre d'Etat, Ali Bazi Selim, son leader le plus emblématique. Quant au président de la République, il a défendu la tenue des assises de bilan. Inclusif, il a déclaré que la porte était ouverte à tous et que chacun était libre d'exprimer ses préoccupations et sa vision sur le pays.

[Lire page 3](#)



Lire également

Tempête tropicale au nord du canal du Mozambique
Les Comores en vigilance

Incendie du véhicule du maire du Hamanvu
La commune exige un nouveau véhicule

L'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (Anacm), à travers la direction de la météorologie, service prévisions et recherches, a annoncé que des "signes" d'une tempête tropicale étaient palpables à 500 kilomètres au nord du pays. Pour l'heure, elle n'est pas de nature à inquiéter l'Anacm. Seulement, cette dernière appelle à la vigilance et demande à la population de rester à l'écoute.

[Page 3](#)

Près de deux semaines après l'incendie du véhicule de fonction du maire de la commune de Hamanvu, Ali Hassani, les 28 maires de Ngazidja se sont retrouvés à Hahaya, hier, pour s'indigner contre cet acte. La commune de Hamanvu exige par ailleurs que la localité de Dibwani paie « une amende » de 3 500 000 francs devant permettre d'acheter un nouveau véhicule à Ali Hassani.

[Page 2](#)

Championnat d'Afrique des Nation 2018 Un seul Comorien au royaume du Maroc

L'homme en noir comorien, Amaladine Soulaimane, est devant la porte des désignations au Championnat d'Afrique des Nations, Maroc 2018. Après son test «réussi» au Caire en Egypte, l'arbitre assistant Fifa attend avec sérénité son invitation aux matchs de poules de cette cinquième édition de la compétition. Si cette invitation devait être confirmée, il sera le seul Comorien à ce deuxième plus grand tournoi de la Confédération africaine de football. L'équipe nationale locale ne sera pas du rendez-vous après avoir été éliminée par la Namibie en juillet dernier.

[Lire en dernière page](#)

NOËL NAFURAHA

INSTALLATION OFFERTE

LES OFFRES CANAL+

*Offre valable aux Comores du 1er au 31/12/2017 pour tout nouvel abonné d'au moins 12 mois en paiement comptant aux formules DISCOVERTE, LE PACK ou TOUT CANAL+, uniquement pour toute personne non abonnée au cours des 3 derniers mois. Le décodeur satellite est à 12 000KMF. Le kit de fixation de la parabole et la parabole sont offerts. Installation de la parabole offerte au lieu de 5 000KMF. Voir conditions en boutiques CANAL+ ou sur comptele.comores.com

Incendie du véhicule du maire du Hamanvu Les auteurs aux mains de la gendarmerie, la commune exige un nouveau véhicule

Suite à l'incendie qui a consumé le véhicule de fonction du maire de la commune du Hamanvu, Ali Hassani, les maires de Ngazidja se sont rendus à Hahaya pour dénoncer cet acte. Au cours d'une conférence de presse, il a été révélé que les auteurs sont actuellement en détention, que la commune exige de la localité de Dibwani, la somme de 3 500 000 francs comoriens pour l'achat d'un nouveau véhicule et que les maires se sentent ciblés.

ce, la commune a réagi en condamnant et en exigeant réparation. "Les maires sont devenus la cible de toutes les invectives, d'actes barbares et certains vont jusqu'à affirmer que les maires ont déserté leurs bureaux au profit des restaurants et autres hôtels. Pour ce qui est de ce véhicule, les gens oublient qu'il s'agit d'un bien commun à la commune et que le maire est de passage. Nous sommes élus depuis 2015 et jusqu'à présent nous n'avons rien reçu contrairement à ce que les gens affirment. Raison pour laquelle,

nous ne comprenons pas cette forme de jalousie" a expliqué Djoumoi Saïd Abdallah, président de l'association des maires. Pour l'ancien maire de la commune, le Hamanvu compte neuf villages et ces derniers ne vont pas se laisser faire. "Dès le lendemain de l'acte, la commune s'est réunie pour demander le paiement du véhicule. Certes, on nous annonce l'arrestation des auteurs de cet incendie, toutefois, on attend d'ici la semaine prochaine, 3 500 000 francs du village de Dibwani pour racheter le même

véhicule", a-t-il menacé. Avant de poursuivre comme pour se démarquer : "le volet judiciaire appartient aux maires et aux autorités" a ainsi affirmé, l'ancien maire Ali Hatubou. A en croire les explications fournies, l'incendie de ce véhicule ne constitue pas le premier déboire de l'actuel maire de la commune. Sa propre voiture serait prise souvent en grippe par des jeunes en colère. Prenant la parole en dernier, l'actuel maire a annoncé que "l'enquête ouverte le lendemain soit le lundi 27 novembre, a permis de mettre la

main sur les auteurs de ce forfait". A l'en croire, les "bandits" auraient reconnu les faits qui leur sont reprochés. "Les malfaiteurs voulaient s'en prendre à moi physiquement mais ils se sont heurtés à l'imperméabilité de la porte d'entrée de chez moi. Armés de plusieurs bouteilles remplies d'essence, ils se sont vengés sur le véhicule. Cette violence à mon égard serait nourrie semble-t-il par des rivalités villageoise" a affirmé Ali Hassani qui a tenu à révéler que jusqu'à présent, il n'était toujours pas entendu ni par la gendarmerie ni par la justice. Pour la commune, la jurisprudence "Pidjani-Mtsangadju" fait office de bonne résolution raison pour laquelle, elle demande purement et simplement l'achat d'un nouveau véhicule pour la mairie. Et à Djoumoi Saïd Abdallah de rappeler le caractère indispensable des communes. Rappelons que les incendies des véhicules de fonction des différentes autorités connaissent une hausse vertigineuse ces derniers temps.

Mohamed Youssouf



Une semaine et demie après l'incendie du dimanche 26 novembre qui a emporté le véhicule de fonction du maire de la commune du Hamanvu dans la région d'Itsandra (lire notre édition N°3313 du mardi 28 novembre), les maires de Ngazidja ont tenu une conférence de presse hier après midi à Hahaya pour dénoncer cet acte qu'ils qualifient d'odieux. Les 28 maires des 28 communes de Ngazidja déplorent cet acte et se réjouissent de voir qu'outre la justi-

Retraite des Nations-unies Examen de l'état d'avancement de trois projets communs

Lancés à Moroni suite à la déclaration d'Antananarivo signé le 26 janvier dernier, les chantiers des Nations-unies aux Comores sont à un stade avancé dont les trois principales thématiques, la jeunesse, le genre et la nutrition composant les projets communs lesquels ont été discutés au cours de la retraite Onu Comores. Tenue du 5 au 6 décembre, cette retraite a examiné ces trois projets communs et les a estimés dans un stade avancé. Pour le coordinateur, ces trois projets sont prioritaires et impliquent plusieurs agences qui n'ont pas leur siège à Moroni.

Après deux jours d'échanges, la retraite des Nations-unies (Onu) Comores s'est achevée en fin d'après-midi d'hier 6 décembre au Golden Tulip sur la revue et la validation des recommandations arrêtées.

Organisée pour effectuer le bilan des activités réalisées par le Système des Nations-unies (Snu) Comores, cette dernière journée a été consacrée à l'examen de l'état

d'avancement des projets communs entre les Comores et l'Onu Comores.

Selon le coordinateur résident du Snu, Matthias Naab, il y a trois projets communs portés sur le genre, la jeunesse et la nutrition. "L'état d'avancement de ces projets est satisfaisant et ils seront signés au plus tard au début de l'année 2018".

Pour le coordinateur, ces trois projets sont prioritaires et impliquent plusieurs agences qui n'ont pas leur

siège à Moroni. Au sujet de la thématique jeunesse, le projet a de nombreuses déclinaisons entre autres, la création d'emplois des jeunes, l'entrepreneuriat, la gouvernance ou l'implication des jeunes dans la prise de décision.

"En tant que coordinateur des Nations-unies, j'estime que la création d'emplois des jeunes et leur accompagnement à gagner leur vie vont nous faciliter à les encadrer dans les politiques de maintien de la paix ou de résolution de conflit".

Pour l'exécution de ce projet, l'Onu Comores envisage un portefeuille de 10 millions de dollars, soit plus de 4 milliards de francs comoriens. Sur la thématique genre, le projet compte mettre l'accent sur l'autonomisation de la femme, la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, la participation de la femme dans les instances de prise de décision ou le rôle de la femme dans l'environnement. Selon le coordinateur résident, ce projet implique sept agences dont Onu

femme car entrant dans les priorités de l'Onu.

Au sujet du budget alloué à ce projet, le coordinateur résident a précisé que cela proviendra de fonds propres. Quant au projet nutrition, sans avancer de chiffre, le coordinateur résident a soutenu que les problèmes de malnutrition aux Comores sont réels.

Mm



Email: safalwatwan@hotmail.fr

Site web: www.alwatwan.net

Assises nationales : le président de la République en campagne de sensibilisation à Mwali

Le chef de l'Etat, accompagné d'une très forte délégation s'est rendu sur l'île de Mwali hier, pour encore une fois, défendre les assises nationales. Il y avait du monde et plutôt du beau. Le gouverneur de l'île de Ngazidja a fait le déplacement, tout comme l'ancien président El-Bak. Etaient également présents, le président du Comité national des assises nationales, Saïd Mohamed Sagaf, l'ancien gouverneur de l'île de Ndzouani, Anissi Chamsidine ainsi que l'ancien ministre et ancien député, Houmed Msaidie.

Hier, à Mwali s'est tenu un grand meeting de sensibilisation des assises nationales. Et c'est le président lui-même, Azali Assoumani qui était à la tête de la très forte délégation pour encore une fois défendre l'idée des assises nationales qui devront vraisemblablement se tenir au début de l'année qui s'annonce. Le grand absent fût sans doute Dr Salami, homme fort de l'île de Ndzouani et il en a plutôt pris pour son grade. En effet, l'ancien député Andoudou, qui s'est récemment rallié au camp présidentiel s'est chargé notamment de lui rappeler, pendant de très longues minutes, l'inutilité de la politique de la chaise vide. Il lui reprochera notamment, d'avoir fait partie de ceux, qui ont dépouillé les gouverneurs de l'essentiel de leurs prérogatives avec la réforme constitutionnelle de 2009. Si Andoudou a joué avec le bâton, le gouverneur Hassane Hamadi, dans le même registre a offert la

carotte en appelant son frère Fazul et les vice-présidents de la République à aller s'entretenir avec le locataire de Damajah pour qu'il puisse prendre en marche "le train de l'Histoire".

Préparer l'héritage

Un jeune employé de Comores Télécom a marqué les esprits en rappelant que feu Mohamed Fazul a légué à son fils Mohamed Saïd Fazul, l'actuel gouverneur, la paix en tant que signataire mohélien des Accords de Fomboni. "Il est donc du devoir de la génération de Mohamed Saïd Fazul avec les assises nationales de préparer un bon héritage pour les jeunes pays et d'ailleurs ainsi que les autres jeunes en mal de perspective". Saïd Mohamed Sagaf, ancien ministre des Affaires étrangères sous Djohar et président du Comité de pilotage des assises nationales, s'est évertué à expliquer la genèse

des assises nationales d'abord défendues par le Mouvement du 11 août, qui a comme leader charismatique, l'ancien ministre d'Etat Ali Bazi Selim. L'ancien "Liwali" de l'île qu'il connaît donc bien a tenu la main pour que tous participent à ce grand rendez-vous national. Le gouverneur Fazul s'est bien gardé en terre mohélienne de casser du sucre sur le dos de la tourmente. Il a surtout exhorté les décideurs à se pencher sur le sort des milliers des comoriens qui ont du mal à joindre les deux bouts.

Ouvertes à tous

Quant au chef de l'Etat, il a encore une fois soutenu que les portes des assises devaient être ouvertes à tout le monde, paysans et pêcheurs compris pour que chacun puisse exprimer ses préoccupations et sa vision sur le pays. Avec le ton moqueur reconnaissant entre mille, il a râlité les parti-



sans du Mouvement du 17 février sur le fait qu'auparavant ils n'ont jamais célébré ces Accords de Fomboni dont il réclame la paternité. Pour lui, "il y a un souci de développement et le maintien (ou la suppression) de la tourmente ne peut être considéré comme une solu-

tion". Le président de la République a encore une fois fait appel à l'ancien président américain John Fitzgerald Kennedy avec son fameux "ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez-vous ce que vous pouvez faire pour votre pays".

Riziki

Tempête tropicale au nord du canal de Mozambique : Les Comores en vigilance

Pour la direction de la météo, service prévisions et recherches, "des signes" d'une tempête tropicale existent effectivement à 500 kilomètres au nord de l'archipel des Comores, mais elles ne sont pas de nature à inquiéter les autorités. De ce fait, la direction de la météo appelle la population à rester calme en attendant de plus amples précisions qui seront communiquées "en cas de menace grave".

gnées de vents violents et des orages, mais ce ne sont pas des signes de tempête. Actuellement, l'archipel observe une saison de pluies qui peut durer jusqu'au mois de février prochain. Il a fait savoir que le département météo de l'Anacm tentera d'ici le vendredi prochain, de détecter la zone de perturbation pour être en mesure de définir la trajectoire de la tempête et donner des instructions à la population si nécessaire. La direction de la météo conseille la population de rester à son écoute.


Ali Abdou

"Une tempête tropicale est une dépression tropicale ayant une vitesse moyenne maximale des vents soutenus pendant une minute comprise entre 17 mètre par seconde (m/s) et 33 m/s. Près des côtes, elle peut s'accompagner d'une onde de tempête jusqu'à 1,2 mètre (localement, cet effet peut être accentué par l'hydrographie des lieux et les fluctuations des marées). Une tempête tropicale qui accumule suffisamment d'énergie et génère des vents soutenus de plus de 33 m/s devient un cyclone tropical. La zone dégagée située au centre du cyclone est appelée l'œil. Dépendamment du bassin cyclonique où elle est placée, on lui assignera le nom d'ouragan, de typhon, ou de cyclone."

Depuis deux jours, les pays de la région ont informé qu'une tempête tropicale était actuellement en gestation au nord-ouest du canal de Mozambique, avec des suspicions d'intensification durant ce week-end. Selon le site mahorais, l'Infokwezi, il y a un risque de fortes pluies, d'orages et de vent. Cette information est confirmée par la direction de la météo, service prévisions et recherches au sein de l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météoro-

logie (Anacm). Toutefois, le prévisionniste météo de ce département, Fahad Ben Abdou a souligné qu'il est très tôt pour prédire la trajectoire exacte de cette "probable tempête tropicale". Il a souligné que "ces signes" se situaient à environ 500 kilomètres au nord des îles Comores, mais nul ne peut dire pour l'instant qu'elle atteindra le pays. Fahad Ben Abdou souligne que ces derniers jours, les îles Comores seront frappées par des fortes pluies qui peuvent être accompa-





Communiqué de presse
Fomboni, mercredi 6 décembre 2017,

Assises nationales – Mohéli appelle au rassemblement et à la mobilisation !

Afin de sensibiliser la population comorienne à Mohéli quant à la tenue des assises nationales, une réunion publique s'est tenue à Fomboni en présence du Président de l'Union des Comores, SEM AZALI ASSOUMANI.

Le chef de l'Etat a profité de la tenue du conseil des ministres à Mohéli pour répondre à l'invitation de la population à participer à ce rendez-vous citoyen et participatif en présence des autorités insulaires, du Président du CPAN, du Grand Cadi des Comores et des représentants de la société civile.

Un événement historique

Portés par une société civile comorienne soucieuse de son développement et de son avenir, les assises nationales ont été soulignées à la suite de trois alternances politiques et démocratiques et ce, dans un climat de sérénité et de paix retrouvées en Union des Comores.

Le Président AZALI a salué la maturité de la population comorienne à vouloir prendre en main son propre destin et définir les contours de son développement dans un contexte pacifié et serein.

C'est la première fois qu'une nation, alors qu'elle ne souffre d'aucune crise, ni en sort d'aucun conflit, décide faire son propre bilan aussi bien institutionnel qu'économique.

Des assises économiques et sociales avant d'être politiques !

Les Assises Nationales constituent un cadre idéal de réflexion pour consolider l'unité nationale et poser les bases d'une meilleure gouvernance. C'est pourquoi la présence de toutes les composantes du pays, notamment les partis politiques, est essentielle, car la voix de toutes les comoriennes et de tous les comoriens compte.

Mais ces assises, comme l'a rappelé le chef de l'Etat, sont économiques et sociales avant d'être politiques. Par conséquent, tous ceux qui ne prendront pas part à ce grand rendez-vous citoyen de tous les comoriens, porteront une lourde responsabilité auprès de l'histoire comme la rappelle le Grand Cadi des Comores.

Un appel à l'unité, au rassemblement et à l'apaisement

Etablir les bases d'une discussion saine et apaisée, le bilan des 42 ans d'indépendance de l'archipel comorien constituera le défi principal de ces assises nationales.

Le Président du CPAN a rappelé que le débat d'idée et la contradiction au sein de ces assises nationales ne sont pas une option mais une nécessité en vue de construire un avenir serein et pacifié pour notre pays. Cet appel au débat a été renforcé par le Gouverneur de l'île de Mohéli qui considère notre diversité intellectuelle comme une force et un atout pour le développement de l'archipel.

La mobilisation de tous est nécessaire d'autant que les débats se dérouleront en comorien afin que personne ne soit exclus et puisse venir exprimer ses idées et apporter sa pierre à l'édifice Comores.

Ces assises porteront la base des Comores de demain, la base des Comores émergentes. Une émergence qui ne peut se faire sans l'implication de toutes les comoriennes et de tous les comoriens. Faire le bilan des 42 ans d'indépendance est une chance unique dont s'est dotée la population comorienne pour créer ses propres conditions de développement dans l'unité, la paix, la démocratie et la sécurité.

Contact presse de la Présidence de l'Union des Comores :
Aniz MISHANGAMA – 357 72 90

Des partis, mouvements et personnalités politiques dénoncent un document séparatiste

Vendredi 1^{er} décembre dernier, un tract invitant les Comoriens de Ndzuani qui se trouvent à Ngazidja de venir les lieux et regagner leur île natale a été publié. "Ce document" ne portant aucune signature a provoqué l'ire des partis politiques de l'opposition et de plusieurs responsables de mouvements politiques. Ils dénoncent un document à caractère séparatiste et pointent du doigt le mutisme des autorités qui devraient "être sur le pied de guerre pour traquer les auteurs de ce tract afin de les sanctionner sévèrement".

Dans un climat de campagne pro et anti assises nationales, l'Alliance de l'opposition, le parti Juwa, des personnalités et des mouvements politiques ont tenu une conférence de presse hier matin à l'hôtel Badamier sis à Vwadju. Il était question pour une fois non pas des assises quoique, mais de s'indigner contre un tract rendu public le vendredi 1^{er} décembre et intimant les Comoriens de Ndzuani se trouvant à Ngazidja, de plier bagages avant le 31 décembre sous peine de représailles. Bien que ne portant aucune signature encore moins un nom ou un logo, ce document a tout de même retenu l'attention des politiques qui se déclarent contre l'organisation des assises nationales "telles que le gouvernement les présente". Le député Ali Mhadji déplore un tract qui attise la haine et appelle le président de la République et son

gouvernement "à mener une enquête et à sanctionner sévèrement les auteurs de ce document". Pour le parlementaire, les autorités doivent traquer sans relâche "ces traitres parce qu'au rythme où vont les choses, nous allons tout droit dans le mur". Pour le représentant du Mouvement du 17 février, l'avènement d'un tel document ne surprend guère eu égard aux différentes interventions publiques des membres du gouvernement. "A M17, nous ne sommes pas surpris qu'un tel document de haine fasse son apparition. Il est la conséquence directe des discours intempestifs des membres du gouvernement. A titre d'exemple, le climat de peur qui s'est installé dans le pays qui veut qu'aucune voix dissidente ne se fasse entendre. Dans les quartiers, les comoriens vivent paisiblement entre eux, mais il s'agit d'une manipulation politicienne qui

est sur le point de tout faire exploser" a déploré le député Saïd Mohamed Elface.

"Gouverné par ordonnance"

Ce dernier renvoie la responsabilité de cet acte sur les "responsables de l'environnement politique actuel qui n'augure rien de rassurant". Les conférenciers se sont montrés plus qu'étonnés de constater que ce tract est sorti depuis quelques jours et pourtant, aucune réaction de la part des autorités n'a été enregistrée. Représentant l'Alliance de l'opposition, Ibrahim Abdourazakou alias Razida rappelle que la sauvegarde de l'unité nationale et des frontières de notre pays "est une

tâche qui incombe au chef de l'État". "Nous regrettons que cet acte impardonnable attisant la haine et l'affrontement n'ait pas retenu l'attention des gouvernants. Nous ne prenons pas à la légère cet acte d'autant plus qu'une radio de la place a fait un micro troitrou sur ce sujet et que les réseaux sociaux s'en donnent à cœur joie" a-t-il dit avant d'être rejoint par Ahmed El Barwane qui voit des similitudes avec la précédente crise séparatiste. A l'unanimité, les conférenciers à l'image d'Abidhar Abdallah dénoncent un tract à caractère séparatiste et invitent le gouvernement à être "sur le pied de guerre" contre les auteurs. Ils vont jusqu'à reprendre la maxime, "qui ne dit rien consent" pour

demander une réaction de la part des autorités. L'autre point abordé lors de ce rendez-vous concerne l'apathie de la Cour constitutionnelle que tous les intervenants s'accordent à déplorer. Pour le député Ali Mhadji mais aussi pour le secrétaire général du parti juwa, Ahmed El Barwane, le pays est "gouverné par ordonnance et plusieurs actes posés sont frappés d'illégalité". "Les lois et autres dispositions prises par les parlementaires doivent être contrôlées par la Cour constitutionnelle avant d'être promulguées. Malheureusement, nous adoptons les lois et directement elles atterissent à Beit-Salam pour la promulgation" a déploré Ali Mhadji.

Mohamed Youssouf





Centre d'Animation Socio-culturelle de Mtsangani

INAUGURATION DU PROJET « ENERGIE SOLAIRE »
Jeudi 7 décembre 2017




PROGRAMME :

16h00 : Accueil des invités - Place Mtsangani

16h30 : Début de la cérémonie avec le mot de bienvenu.

16h35 : Discours du représentant du CASM

16h45 : Chanson du CASM.

16h50 : Discours de Madame l'ambassadrice de France.

16h55 : Mot de Remerciement du CASM

17h00 : Coupure du ruban, visite et ouverture de l'exposition de peinture, de l'artiste Soulé Ali

17h10 : Cocktail

LITB-2017-9135573

Le FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)

INVITATION A SOUMMISSIONNER LITB-2017-9135573

<p>L'OFFRE NE SERA CONSIDEREE QUE SI LE NUMERO DE L'APPEL D'OFFRE FIGURE SUR L'ENVELOPPE REPONSE.</p>	<p>CONSULTATION</p> <p>Pour fourniture et livraison de fournitures scolaires</p>	<p>Date d'émission : 30/11/2017</p> <p>Dans toute correspondance, rappeler la référence suivante: LITB-2017-9135573</p> <p>Au plus tard le Vendredi 15 Décembre 2017 à 10H00</p>
--	---	--

Dans le cadre de son programme de coopération avec le gouvernement de l'Union des Comores, le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) dont l'un des mandats consiste à oeuvrer pour une éducation de qualité pour tous les enfants comoriens, lance un Appel d'Offres national en vue de la commande et la livraison de fournitures scolaires pour l'enseignement primaire à Anjouan et à Mohéli aux Comores.

NB : Cet appel d'offres s'adresse à toutes les entreprises enregistrées officiellement en Union des Comores et installées dans les îles de Ngazidja, Anjouan et Mohéli.

Les personnes morales enregistrées dans la vente et distribution des fournitures scolaires sont priées de bien vouloir retirer gratuitement le dossier d'appel d'offres à l'UNICEF.

Une session d'information aux soumissionnaires potentiels qui le désirent aura lieu le Jeudi 07/12/2017 à 11h30 dans les locaux de l'Unicef Comores, sis à Moroni, Hamramba, Maison des Nations Unies.

Pour toute information supplémentaire, prière contacter la Section des Opérations, Unité des Approvisionnements - Bureau de l'UNICEF MORONI - Tél7735573/730369/7730993

Alain Joseph Tokam Mambou
Chef des Opérations

Contribution à la réflexion sur la tenue des assises nationales

Alors que s'ouvrent les travaux du Cpan et que débute donc le processus des assises nationales dans un climat de tohu-bohus général de la part de la classe politique, il m'a paru opportun de ressortir un document qui date de mars 2017 et qui constitue le fondement de notre engagement, mes amis et moi-même, au sein de la Coordination France du M11. Si certaines parmi les idées que j'avais préconisées à l'époque dans ce papier, soutenu par mes amis au sein de la Coordination France du M11, avaient été prises en considération par le bureau national du M11 à Moroni, il y a bien des écueils, que nous redoutons aujourd'hui, qui auraient pu être évités. Mais, espérons que rien n'est encore perdu et que les assises nationales seront bel et bien celles du sursaut national tant espéré.

Par Abdoul Wahab Ahmed

Introduction

Des assises nationales s'imposent aujourd'hui dans notre pays (...). L'histoire nous a enseigné que beaucoup de pays, de par le monde, qui se sont relevés (...), sont ceux dont les peuples ont su à un moment donné, s'arrêter, s'interroger, réfléchir à leur devenir et repartir ainsi sur de bonnes bases. Tel est en tout cas l'idée que nous nous faisons des assises actuellement en gestation, portées par le Mouvement du 11 août 2015, et auquel nous adhérons. L'objet de la présente réflexion est donc d'apporter notre modeste contribution quand à la manière dont nous aimerions que les assises nationales se déroulent. Elle reprend plusieurs questions auxquelles, sans doute, on n'y a déjà réfléchi (...). Ces questions sont les suivantes : De quoi devra-t-on discuter ? A quels résultats devra-t-on y parvenir ? Qui doit y participer et qui devra financer ? Et quelle doit être la place de la diaspora ?

De quoi devra-t-on parler ?

La logique voudrait que la tenue d'un tel forum soit l'occasion d'un grand débat. Mais, pour que les assises nationales ne se transforment pas, justement, en un lieu de défouloir (...) ou pour qu'elles ne se muent pas en conférence nationale bis, il convient d'en définir le cadre.

- En premier lieu : Les assises nationales doivent donner, certes, l'occasion à tous les Comoriens de s'exprimer sur le bilan des 42 ans d'indépendance écoulés, mais pas seulement. Elles doivent aussi et surtout donner à réfléchir sur l'avenir et en jeter les bases.

- En second lieu : Les assises nationales ne doivent pas être une tribune unique-

ment réservée à "l'establishment politique" (...). Elles doivent plutôt être l'aboutissement de tout un processus de consultation de tous les citoyens qui serait alors organisée en amont afin de recueillir leurs avis (...).

Pendant la phase préparatoire, nous proposons qu'il soit procédé, à la tenue dans chaque localité du pays, de réunions-débats avec les citoyens (...).

Enfin, nous préconisons également que pendant cette phase préparatoire, il soit mis en place des commissions thématiques, regroupant uniquement des experts, dans le but de travailler les sujets qui requièrent des compétences complexes et exigeantes (...).

En conséquence de ceci, nous suggérons que les assises, au niveau national, soient consacrées uniquement à l'examen des rapports issus des consultations populaires et des commissions thématiques et aboutissent à la formulation de recommandations pour les responsables politiques actuels et futurs de notre pays.

A quels résultats devra-t-on parvenir ?

On se souvient que la Conférence nationale, qui a lieu en 1992, avait déjà débattu de tout (...). Rien n'avait été mis de côté. Des recommandations ont été formulées au gouvernement du président Said Mohamed Djohar (...). Et pourtant, tout cela n'a servi à rien (...). Si aujourd'hui, une fois encore, nous recourrons à des assises pour remédier aux difficultés de notre pays, il faut que celles-ci aboutissent à des résultats tangibles et décisifs, à savoir : Eveiller les consciences – Emmener les Comoriens à prendre en mains leur destinée (...); Se doter d'un code de conduite quant à la gouvernance du pays ; Préconiser des orientations générales sur les grands sujets nationaux pour au moins les 20 ans à venir.



Par ailleurs, nous savons tous que le monde est actuellement en pleine mutation à la recherche d'un second souffle. Les deux à trois décennies à venir seront, par exemple, marquées par l'apparition au premier plan de la Chine, l'Inde et l'Afrique tant pour leurs richesses naturelles encore inexploitées que pour leurs poids démographiques. Elles seront marquées également par les nouvelles tendances dans le domaine des sciences et de la technologie (...). Quelles orientations, devra prendre notre pays pour espérer tirer son épingle du jeu, d'ici les 20 prochaines années ?

De la proposition d'orientations générales pour les 20 ans à venir

En effet, beaucoup de récentes études laissent penser qu'en 2030, l'Afrique sera la région du monde la plus peuplée. Elle sera l'une des plus nanties en ressources naturelles ; Et elle sera économiquement la plus active (...). Dans cette perspective, tout laisse croire que l'Afrique de l'Est, région à laquelle appartient notre pays, sera celle qui connaîtra la dynamique la plus intense : le peuplement le plus important (46 millions sur un total de 1,5 milliards), la tranche de la population active la plus nombreuse (33% des 15-64 ans), le taux de croissance réelle du PIB le plus élevé (10 % sur une moyenne générale de 7 %). Quelles orientations politiques, économiques, sociales et culturelles notre pays devra-t-il mettre en œuvre pour profiter de l'émergence économique de ses voisins immédiats que sont notamment la Tanzanie, le Mozambique et Madagascar ? Et sur-

tout comment user de son multiculturalisme pour jouer le rôle de pont reliant le monde arabe à l'Afrique ? Par ailleurs, cette région du monde est considérée comme un espace instable, exposé à divers menaces transnationales parmi lesquelles celles qui sont liées à l'environnement (réchauffement climatique, pollution marine, cyclones), à la diminution des ressources marines (pêche illégale), à l'expansion de la piraterie maritime et à l'immigration clandestine : Quelle politique devra-t-il mettre en œuvre pour se protéger ? Plus concrètement encore : les assises nationales devraient surtout s'interroger sur le devenir du Comorien, dans les 20 ans à venir : sa vie en société, sa sécurité, ses conditions d'existences, l'éducation de ses enfants, sa responsabilité vis-à-vis des générations futures, etc.

Du modèle de société que nous voulons construire

Ce thème peut paraître surprenant tant ce choix est évident et qu'il a été déjà fait depuis longtemps : une société démocratique et profondément islamique. Mais, notre société est-elle réellement démocratique et suffisamment respectueuse des valeurs islamiques ? Et quelles sont donc ces valeurs fondatrices ?

La première est la justice car elle est le gage de la paix sociale et de la stabilité politique (...). La seconde valeur fondamentale est celle de la liberté et du respect des droits humains, parce que sans liberté, sans respect de l'être humain, il ne peut y avoir d'épanouissement des individus (...). La troisième est le progrès car le premier des droits humains est celui de satisfaire les besoins essentiels de survie et de dignité de la population (...). La quatrième est la solidarité parce que la cohésion sociale se bâtit, de toute façon, sur la solidarité (...). Enfin, il y a la valeur travail (...). Et s'agissant des principes démocratiques - Que dire de la manière dont les élections se passent dans notre pays ! (...).

Email: safalwatwan@hotmail.fr
Site web: www.alwatwan.net

Evaluation des compétence en français aux Comores Deux jours de réflexion pour améliorer la langue dans l'enseignement

Organisées sous le haut patronage du ministère de l'Éducation nationale avec le partenariat des organismes de recherches de la région, les journées d'études internationales qui se tiennent depuis hier mercredi prendront fin ce matin. Le but de ce grand rendez-vous est d'identifier les difficultés dans l'enseignement national afin d'apporter les solutions appropriées aux difficultés qui touchent à la fois les étudiants et les enseignants.

La langue française fait partie des trois principales langues officielles de l'Union des Comores. Avec l'arabe, le français est utilisé dans de nombreux domaines aussi importants tels que l'administration et l'enseignement général.

Toutefois, durant ces dernières décennies, l'on a remarqué une nette baisse du niveau du français dans le pays. Devant ce constat alarmant, l'Université des Comores a décidé d'organiser une conférence durant laquelle, il a été question de l'évaluation des compétences en français sous le thème "enjeux actuels en contextes plurilingues et pluriculturels".

Cet événement qui se tient à l'Ifrere depuis hier mercredi 8 décembre et qui réunit plusieurs experts en langue française venant de la région de l'océan indien mais aussi de la France, devra, aboutir à des recommandations qui aideront les Comores à relever ses défis.

Au cours de ces deux jours de travail,

les participants découvriront également les résultats d'une étude menée depuis le mois de juin 2016 sur le niveau du français des étudiants de plusieurs universités. Parmi celles-ci se trouvent des Universités de Madagascar, de Maurice, de la Réunion, d'Aix-Provence Marseille et enfin l'Université des Comores.

Un niveau très bas

"Ce travail de recherches internationales est une suite du projet dit appui au français aux Comores ayant été porté par le ministère de l'Éducation nationale, financé par la coopération française et soutenu par l'agence universitaire de la francophonie" a rappelé le président de l'Université des Comores, Saïd Bourhane dans son mot de bienvenue.

Il a souligné le constat alarmant du niveau très bas des étudiants issus des universités francophones de l'océan indien. Et qui constitue selon lui, un réel obstacle pour ces derniers



lorsqu'ils veulent poursuivre leurs études supérieures dans des meilleures conditions.

L'ambassadrice de France auprès des Comores, Jacqueline Bassa-Mazzoni est revenue sur la nécessité de renforcer les compétences en langue française dans les pays de la francophonie.

Selon elle, la tenue à Moroni du salon du livre de l'océan indien auquel avaient pris part des écrivains de la région justifie l'importance de la langue de Molière.

A l'en croire, 60% des enseignants du primaire ne dépasseraient pas le niveau A2 en français en se référant aux conclusions émanant du projet d'appui du français aux Comores. Après la présentation sur la compétence de communication par le pro-

fesseur Daniel Cost, certains enseignants chercheurs comoriens ont fait part de leurs points de vue sur ce sujet.

Certains ont soulevé quelques phénomènes qui, à leurs yeux, constituent un obstacle pour les formations dispensées comme les *deif* et *dalf* dans les alliances françaises. Ils estiment que les outils pédagogiques utilisés dans ces formations doivent tenir compte des cultures nationales.

Tenir compte des langues maternelles

Christian Ollivier et Sylvie Wharton, respectivement professeurs en didactique et en sciences du langage ont présenté le projet Eval-prof-oi. Ce dernier, lancé depuis le mois de juin

2016 avait comme objectif d'évaluer le niveau du français dans les universités des pays de la région indiano-océanique sans oublier celle d'Aix-Marseille. Les résultats seront dévoilés au cours de ces deux journées.

Par ailleurs, nos conférenciers ont également insisté sur l'importance d'inclure les langues maternelles. "C'est la première fois que l'on organise une telle conférence. Ca sera donc l'occasion pour détecter les problèmes d'ordre pédagogique et proposer des solutions surtout aux Comores. A noter que l'apprentissage de langue ne se limite pas seulement à la grammaire. Donc évaluer ce qui dépasse cette dernière fera partie ce que nous allons proposer" ont-ils fait savoir.

Abdou Moustoifa

Commentaire

A propos de la nouvelle maladie Le mystère demeure et les résultats des analyses attendus

Grippe saisonnière, grippe de type A H1N1, épidémie...

Les spéculations vont bon train. Cette maladie qui ne dit pas son nom continue à faire des ravages dans les foyers. Les comoriens, si imaginatifs, lui ont trouvé un nom, que l'on taira pour d'obscures raisons. Pendant ce temps, du côté des experts de la santé, silence radio ! Des échantillons ont été pré-

levés et envoyés à l'Institut Pasteur de Madagascar pour analyse, nous dit-on. Mais les résultats, cela fait un peu plus de deux semaines qu'on les attend. On les avait annoncés la semaine dernière, puis ce mercredi 6 décembre (voir notre livraison d'hier), sans suite. Et puis, il faut oser le dire, il est quand même étrange que notre pays, en ce 21^{ème} siècle, ne dispose pas de laboratoire

d'analyses capable d'identifier cette maladie. Pour cela, nous devons passer par Madagascar. Et attendre. Attendre longtemps.

Que ce soit au niveau de la Surveillance épidémiologique, du Centre hospitalier national El-Maarouf ou de quelque autre service de santé, aucun médecin ne semble être en mesure de donner suite à ces fameuses analyses. Par contre, l'on persiste à dire ici et là qu'il ne s'agit pas d'une "épidémie".

Rupture de stocks

La nouvelle ne pourrait être que bien accueillie, si dans les différents centres de santé enfants et adultes, surtout les enfants, ne pliaient pas face à ce mal étrange qui enlève toute vitalité à coups de fièvre, grippe, toux, céphalée, vomissement et fatigue. La nouvelle ne pourrait être que bien accueillie, si les pharmaciens n'étaient pas débordés, et s'ils ne se plaignaient pas de "rupture de stock", en ce qui concerne

notamment les antipyrétiques (médicaments contre la fièvre). Il faut dire que le traitement, jusqu'ici, est prescrit selon les symptômes. Les médecins, tous les médecins, prescrivent des paracétamols (efferalgan, doliprane, dafalgan...), sirops contre la toux et autres vitamines, remèdes habituellement prescrits dans le cas des symptômes sus mentionnés.

Aujourd'hui, les comoriens ont besoin de savoir de quoi ils souffrent. Pas seulement parce que c'est un droit, leur droit. Mais, surtout, parce qu'il s'agit de leur santé et de celle de leurs enfants. Comment en effet se prémunir du danger, si l'on n'a aucune idée de celui-ci ? Il est temps, pour les autorités sanitaires, de rompre le silence. Si jusqu'à présent elles ne sont pas en mesure de donner un nom à cette étrange maladie, qu'ils indiquent au moins les voies appropriées dans pareilles circonstances pour se préserver. Tâche ardue tant qu'ils ne sauront pas de quoi les patients souffrent.

Dayar Salim Darkaoui



Conservation de la biodiversité endémique

Une population fluctuante de plus de 800 roussettes à protéger

Selon des études écologiques, de nombreux dortoirs de Ndzuani ont disparu au cours de ces dix dernières années et que la plupart de ces lieux d'habitation restants sont menacés par des glissements de terrain, le déboisement et l'expansion des terres agricoles, entre autres.



Dortoir de la roussette de Livingstone

Partir à la découverte de la Roussette de Livingstone, la chauve-souris la plus rare de l'archipel des Comores, demande un corps athlétique pour pouvoir atteindre la zone de son dortoir. L'espèce endémique, dont le nom scientifique latin est *Pteropus livingstonii*, se trouve uniquement aux Comores depuis sa découverte au 19^{ème} siècle sur l'île de Mwali par le chercheur David Livingstone. Elle demeure ainsi une espèce phare des Comores et endémique des îles de Mwali et de Ndzuani. Sur cette dernière, le projet de conservation de la biodiversité porté par l'Ong Dahari multiplie, depuis bientôt une dizaine d'années, les efforts de protection des dortoirs de l'animal.

Habitations menacées

Selon des études écologiques menées par le projet Ecod, l'ancêtre de Dahari, il est apparu que de nombreux dortoirs de Ndzuani ont disparu au cours de ces dix dernières années et que la plupart de ces lieux d'habitation restants sont menacés par des glissements de

terrain, le déboisement et l'expansion des terres agricoles, entre autres. Et sur quinze sites d'habitats de la Roussette de Livingstone encore existants aujourd'hui à Ndzuani, deux sont bien suivis dont celui de Shava sur les hauteurs de Hadda-Daouéni au Sud-est de l'île. C'est en plein milieu rural dans la région de Nyumakele, soit à environ 44,5 km de Mutsamudu, le chef-lieu de Ndzuani. Il faut près d'une heure et trente minutes de route en bus pour arriver à Hadda et entreprendre ensuite la montée. L'autre lieu d'habitation suivi pour la conservation du *Livingstone* est situé dans la forêt de Moya, au Sud-ouest de l'île.

Une implication des paysans

La Roussette de Livingstone se distingue par sa grande taille. L'envergure de ses ailes peut atteindre 1,50 à 2 mètres, son pelage est brun foncé à noir avec des poils de couleur jaune au niveau des épaules et de l'aîne. Il est admis qu'elle est la plus grande espèce de chauve-souris au monde. Cette espèce de roussette est rencontrée dans les zones très accidentées des

forêts au-delà de 200 mètres d'altitude.

Le dortoir de Shava est à une hauteur d'environ 900 mètres. Ici, la protection de la biodiversité s'articule autour d'actions de conservation participatives fondées sur des recherches sociales et écologiques. Pour une implication efficace des paysans dans la stratégie de conservation de la biodiversité, des accords de cogestion des sites identifiés sont signés avec les propriétaires des champs. Le paysan s'engage à préserver l'habitat de toute action anthropique pouvant entraîner la dégradation de l'environnement idéal pour la vie de la Roussette de Livingstone. Il y suspend, à cet effet, l'activité agri-

cole pour ne pas affecter la multiplication de cette espèce spécifique des Comores. Le paysan cogestionnaire s'emploie à reboiser la zone avec les arbres endémiques sur lesquels vivent les chauves-souris et tire profit de l'écotourisme avec l'Ong Dahari.

Des accords de cogestion

Dans le cadre de la multiplication des arbres du dortoir de Shava, Abdourahamane, le paysan qui s'occupe des lieux, évoque le nombre de 300 arbres aujourd'hui. Il dit ne pas se plaindre du partenariat avec Dahari car il arrive à vendre ses produits agricoles aux touristes qui visitent le dortoir. En tout, l'Ong

compte actuellement 7 accords de cogestion avec les paysans. La population du *Pteropus livingstonii* est comptée deux fois par an, un décompte en saison de pluies et un autre en saison sèche. Selon les relevés statistiques de l'équipe écologique de Dahari, 882 chauves-souris sont dénombrées en saison humide. "Une population fluctuante", tient à préciser Misbahou Mohamed, directeur technique à Dahari. Cette dernière organise, entre autres activités, des visites touristiques pour découvrir la culture et la biodiversité du pays et générer des flux au bénéfice des communautés.

Compte rendu de
Msa

Utiliser des bouses de zébus pour cuisiner

Du biogaz installé dans les foyers à Madagascar

1% de la surface forestière malgache est détruite chaque année, soit quarante mille hectares. Tout ça à cause des terrains brûlés pour l'agriculture et la cuisson au feu de bois et au charbon. A l'Est de Antananarivo, la capitale malgache, un foyer procède pourtant autrement.

Depuis un an, à la place du bois, Randria Mpenosoa Joana Herimanga, secrétaire comptable de la commune de Morarana, fait d'une pierre deux coups. Il suffit de verser de la bouse de zébu et de l'eau dans une cuve d'argile enterrée trois fois par semaine, une production de gaz se fait toute seule. Au final, l'agriculteur obtient un biogaz, du méthane pour la cuisson et l'éclairage, sans oublier le digestat, un engrais naturel riche qui peut être utilisé pour ses cultures.

Une solution que les bénéficiaires en milieu rural apprécient "beau-coup", d'autant plus que moins de 5% de la population rurale (80% des Malgaches) a accès à l'électricité. "Non seulement j'économise mais le

rendement de la riziculture a augmenté au point que j'ai acheté une pousse-pousse pour trois millions d'ariarys ; et je paie la scolarité de mes enfants sans difficultés", se réjouit ce père de cinq enfants.

Au niveau du bois, il a reconnu que ce bio digesteur domestique, la cuve d'argile, a réduit les dépenses même si l'installation lui a coûté "très cher". Pour s'en procurer à la maison, il a fallu déboursier quatre

millions de francs malgaches (600 000 francs comoriens). Le bénéficiaire doit donner près d'un million de francs, en matériaux, et les trois millions restants pour les partenaires. Devant la cour de sa maison, sous un soleil au rendez-vous, des fillettes sont assises sur ce récipient fabriqué à partir de la terre utilisée en poterie. Sentent-elles une odeur nauséabonde ? "Il n'y a aucune odeur. D'ailleurs, quand on y verse

la déjection des bœufs, on se sert de gants", précise ce cultivateur qui pratique aujourd'hui une riziculture de deux hectares à quelques mètres de son lieu d'habitation.

Conservier la forêt

Au niveau de toute la Grande Ile, cette méthode n'est pas suffisamment employée puisqu'on compte seulement quatre cents biodigesteurs pour une population estimée à vingt-six millions.

D'ailleurs, la déforestation s'accroît dans les milieux ruraux pour plusieurs raisons, notamment les terres brûlées pour l'agriculture. Près de 90% de la population rurale se sert du bois et du charbon pour la cuisson. Pour conserver ces forêts, certaines associations mettent la main à la pâte, en se rapprochant davantage des gens. L'association Etc Terra par exemple, en partenariat avec l'association Agakan, la Commission de l'océan indien et l'Union européenne, souhaitent installer cent-vingt autres au nord de la Grande Ile d'ici 2019

autour de vingt villages. "Aujourd'hui, la technologie n'est pas suffisamment connue. Un des objectifs est de non seulement sensibiliser la population, mais aussi les ministères concernés", souhaite Maud Ferrer, chef dudit projet. Elle reste convaincue que le gros souci est le prix à investir. "Il faut trouver des financements pour que les gens se servent du méthane au lieu du bois et du charbon utilisés depuis très longtemps", estime-t-elle.

Nazir Nazi
Depuis Madagascar



Un projet pilote financé par Coi-Union européenne est en cours à Moroni pour valoriser les déchets qui peuvent être décomposés en l'absence d'oxygène. Un bio fermentateur est installé dans le site d'Itsambuni. Le gaz va alimenter des groupes électrogènes qui éclaireront le bâtiment de la vice-présidence en charge du ministère de l'Energie.

Championnat d'Afrique des nations 2018 Amaldine Soulaïmane, pourrait officier au Maroc

L'homme en noir comorien a pris part, le 28 novembre dernier, au stade de l'armée égyptienne au Caire, parmi quarante-quatre autres arbitres continentaux centraux et assistants, à un test physique. Il est jusque là retenu. "Cinq arbitres dont un assistant ont été renvoyés après deux jours d'intenses exercices physiques. J'ai validé mon test et j'attends les résultats généraux". On croise les doigts pour celui qui pourrait être le seul Comorien présent à l'édition de la Can 2018 au Maroc.

L'arbitre international comorien, Amaldine Soulaïmane est tout prêt de Maroc 2018. L'arbitre assistant de la Fédération internationale de football association (Fifa) est à deux pas d'entrer dans le cercle des hommes en noir qui seront invités au Championnat d'Afrique des nations du royaume. Amaldine Soulaïmane a été invité par le département d'arbitrage de la Confédération africaine de football (Caf) à un test de recrutement au Caire en Egypte. Amaldine Soulaïmane a pris part, le 28 novembre dernier, au stade de l'armée égyptienne au Caire, parmi quarante-quatre autres arbitres continentaux centraux et assistants,

à un test physique. L'intéressé confirme qu'il est jusque là maintenant. "Cinq arbitres dont un assistant ont été renvoyés après deux jours d'intenses exercices physiques. J'ai validé mon teste et j'attends les résultats généraux". Amaldine Soulaïmane présente de bonnes indications pour pouvoir représenter les Comores au Maroc. Après sa prestation convaincante à l'occasion de la coupe du Conseil des associations de football d'Afrique australe (Cosafa) cette saison, il a gagné la confiance totale du département d'arbitrage de la Caf. L'international comorien a une expérience importante des compétitions continentales des jeunes. Après une Coupe d'Afrique des

nations des moins de 17 ans et des moins de 20 ans, il a été gradé élite B, après un test au Maroc. Pour l'heure, Amaldine Soulaïmane est, avec l'arbitre central Mohamed Ali Adelaid, le seul à avoir ce niveau international dans tout l'archipel. "Ce niveau peut lui permettre d'être

testé pour la désignation en vue du Championnat d'Afrique des nations 2018. Il a le niveau pour diriger ce tournoi, mais maintenant, cela dépendra de sa forme physique actuelle et son mental. Je sais qu'il est fort et intelligent. Mais après, c'est la Caf qui décidera", a soutenu

à son propos, l'instructeur physique local de la Caf, le docteur Moussa Hamidou.

Le résultat du test de l'international comorien ne tardera pas à être communiqué par la Caf. D'autant plus que le Chan – l'équivalent de la Coupe d'Afrique des nations pour les joueurs locaux – débutera dès ce 13 janvier pour prendre fin le 4 février 2018.

Si cette invitation devait être confirmée, Amaldine Soulaïmane serait le seul comorien à ce second principal tournoi continental de la Caf. L'équipe nationale locale ne sera pas du rendez-vous après avoir été éliminée par la Namibie en juillet dernier.

Elie-Dine Djouma



Directeur de la publication
Ahmed Ali Amir.

Rédactrice en chef
Faïza S. Youssouf

Secrétaire de rédaction :
Abdallah Mzembaba

Rédaction : Hassane Moindjié, Mohamed Solihi Ahmed, Ali Abdou, Abouhariat Saïd Abdallah, Nazir Nazi, Nassila Ben Ali, Mariata Moussa, Elie-Dine Djouma, Abdou Moustoufa, Mohamed Youssouf, Dayar Salim Darkaoui, Sardou Moussa (Anjouan), M.N.Riziki (Mohéli).

Service-Photo: Ibrahim Youssouf, Chaarane Mohamed, Salim M.

Réalisation : Hadidja Mzè et Abdallah Iliassa (Faïssouil).

Directeur administratif et financier: Mohamed Taoufik Thabit.

Comptabilité : Aminata Mohamed.

Publicité : Mariata Ahmada.

Site web:
Mouezi Fatoumiya Nahouza Achata
www.alwatwan.net

Tel : (+269)
7734448/7733340

France Musique : Johnny Hallyday est mort à l'âge de 74 ans

Johnny Hallyday, la plus grande rock-star jamais connue en France, est mort dans la nuit de mardi à mercredi à 74 ans, des suites d'un cancer du poumon, a annoncé son épouse Laeticia. C'est une véritable icône de la chanson française qui disparaît. "Johnny Hallyday est parti. J'écris ces mots sans y croire. Et pourtant c'est bien cela. Mon homme n'est plus. Il nous quitte cette nuit comme il aura vécu tout au long de sa vie, avec courage et dignité", écrit-elle dans un communiqué.

Johnny Hallyday avait été hospitalisé il y a un mois pour détresse respiratoire. Détecté dans les poumons de la star en novembre 2016, le cancer aura donc terrassé en un an celui que son ami Eddy Mitchell avait surnommé "Robocop". Et qui avait déjà tuteuré la mort, lors de sa tentative de suicide en 1966 après la demande de divorce de Sylvie Vartan, puis plus récemment lorsqu'il plongea plusieurs jours dans le coma en 2009 en raison de complications consécutives à une opération. "Idole des jeunes" et des moins jeunes d'une certaine France, Johnny

Hallyday - pseudonyme de Jean-Philippe Smet, né le 15 juin 1943 à Paris, d'un père belge et d'une mère française - a bâti pendant plus d'un demi-siècle sa carrière de chanteur et d'insalable homme de scène sur la passion du rock américain et de son aura première de rébellion.

Pour "rester vivant", comme s'intitulait sa dernière tournée marathon (2015-2016), cette "bête de scène", qui a rempli en 57 ans de carrière tous les plus grands lieux de l'Hexagone, du Stade de France au Champ de Mars, travaillait aussi à un nouvel album après la tournée des "Vieilles Canailles" avec ses copains Jacques Dutronc et Eddy Mitchell.

Excès et amours

Cette longévité exceptionnelle, depuis "T'aimer follement", sa première chanson enregistrée en 1960, est ponctuée de dizaines de succès

entrés dans la mémoire collective : "Souvenirs souvenirs", "Le Pénitencier", "Noir c'est noir", "Pour moi la vie va commencer", "Que je t'aime", "Gabrielle", "La musique que j'aime", "Ma gueule", "Marie"... Au fil d'une vie menée à fond de train, avec ses accidents, ses excès relayés en une des gazettes, ses amours tempêteuses et médiatiques (Sylvie Vartan avec qui il aura un fils, David Hallyday, Nathalie Baye, avec qui il aura une fille, Laura Smet), ses maisons en Suisse et aux Etats-Unis sur fond d'accusation d'exil fiscal, "Johnny" était devenu plus qu'un artiste.

Une légende vivante, un chanteur quasi-officiel mais aussi un personnage parfois agaçant pour certains, égratigné par sa façon de s'exprimer, à l'image du "Ah que..." popularisé par sa marionnette des Guignols.

Ces dernières années, c'est sa santé qui était devenue un sujet sensible. Avec ce coma qui a fait craindre le pire en 2009 aux Etats-Unis et ce cancer qui l'a poussé à son dernier combat. Des "souffrances" qu'il oubliait toutefois quand il retournait en studio ou remontait sur scène, pour, jusqu'au bout, "être Johnny Hallyday", ce qu'il appelait "un métier".

France Bleu

